

TABLEAU COMPARATIF

Texte du projet de loi considéré comme rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024

Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024

Article liminaire

Article liminaire

Les prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques, les prévisions de solde par sous-secteur, la prévision, déclinée par sous-secteur d'administration publique, de l'objectif d'évolution en volume et la prévision en milliards d'euros courants des dépenses d'administrations publiques, les prévisions de prélèvements obligatoires, de dépenses et d'endettement de l'ensemble des administrations pour l'année 2024, les prévisions pour 2024 de ces mêmes agrégats de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027, ainsi que les données d'exécution pour l'année 2023 s'établissent comme suit :

Les prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques, les prévisions de solde par sous-secteur, la prévision, déclinée par sous-secteur d'administration publique, de l'objectif d'évolution en volume et la prévision en milliards d'euros courants des dépenses des administrations publiques, les prévisions de prélèvements obligatoires, de dépenses et d'endettement de l'ensemble des administrations pour l'année 2024, les prévisions pour 2024 de ces mêmes agrégats selon la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ainsi que les données d'exécution pour l'année 2023 s'établissent comme suit :

(En points de produit intérieur brut, sauf mention contraire)

(En points de produit intérieur brut, sauf mention contraire)

	2023	2024	2024
			LFPF 2023-2027*
Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024			
Ensemble des administrations publiques			
Solde structurel (1) (en points de PIB potentiel) --	-5,1	-5,7	-3,7
Solde conjoncturel (2).....	-0,3	-0,4	-0,6
Solde des mesures ponctuelles et temporaires (3) (en points de PIB potentiel) --	-0,1	-0,1	-0,1
Solde effectif (1 + 2 + 3).....	-5,5	-6,1	-4,4
Dette au sens de Maastricht.	109,9	112,8	109,7

	Loi de finances de fin de gestion pour 2024		LFPF 2023-2027*
	2023	2024	2024
Ensemble des administrations publiques			
Solde structurel (en points de PIB potentiel) (1)	-5,1	-5,7	-3,7
Solde conjoncturel (2)	-0,3	-0,4	-0,6
Solde des mesures ponctuelles et temporaires (en points de PIB potentiel) (3)	-0,1	-0,1	-0,1
Solde effectif (1 + 2 + 3)	-5,5	-6,1	-4,4
Dette au sens de Maastricht	109,9	112,8	109,7

①

②

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Taux de prélèvements obligatoires (y compris Union européenne, nets des crédits d'impôts)...	43,2	42,8	44,1
Dépense publique (hors crédits d'impôts)...	56,4	56,8	55,3
Dépense publique (hors crédits d'impôts, en milliard d'euros)....	1591	1657	1622
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (en %) (1)	-1,0	2,1	0,5
Principales dépenses d'investissement (en milliards d'euros) (2).....	25	30	30
Administrations publiques centrales			
Solde	-5,5	-5,4	-4,7
Dépense publique (hors crédits d'impôts, en milliards d'euros)....	646	654	639
Évolution de la dépense publique en volume (en %) (3)	-3,9	-0,7	-1,4

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Taux de prélèvements obligatoires (y compris Union européenne, nets des crédits d'impôt)	43,2	42,8	44,1
Dépense publique (hors crédits d'impôt)	56,4	56,8	55,3
Dépense publique (hors crédits d'impôt, en milliards d'euros)	1 591	1 658	1 622
Évolution de la dépense publique hors crédits d'impôt en volume (en %)**	-1,0	2,1	0,5
Principales dépenses d'investissement (en milliards d'euros)**	25	30	30
Administrations publiques centrales			
Solde	-5,5	-5,4	-4,7
Dépense publique (hors crédits d'impôt, en milliards d'euros)	646	654	639
Évolution de la dépense publique hors crédits d'impôt en volume (en %)****	-3,9	-0,7	-1,4

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Administrations publiques locales			
Solde	-0,4	-0,7	-0,3
Dépense publique (hors crédits d'impôts, en milliards d'euros)....	316	336	322
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (en %) (3)	2,4	4,8	0,9
Administrations de sécurité sociale			
Solde	0,4	0,0	0,6
Dépense publique (hors crédits d'impôts, en milliards d'euros)....	738	776	761
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (en %) (3)	-0,1	3,2	1,7

Les chiffres en comptabilité nationale relatifs au projet de loi de fin de gestion pour 2024 se réfèrent, pour 2023, au compte publié par l'Insee en comptabilité nationale en base 2020, et pour 2024, aux prévisions du Gouvernement dans la même base. Les prévisions relatives à la loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 en comptabilité nationale, antérieures au changement de base des comptes nationaux français, étaient relatives à la base antérieure des comptes nationaux, la base 2014.

* Loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.

(1) À champ constant.

(2) Au sens de la loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027.

(3) À champ constant, hors transferts entre administrations publiques.

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Administrations publiques locales			
Solde	-0,4	-0,7	-0,3
Dépense publique (hors crédits d'impôt, en milliards d'euros)	316	337	322
Évolution de la dépense publique hors crédits d'impôt en volume (en %)*****	2,4	4,8	0,9
Administrations de sécurité sociale			
Solde	0,4	0,0	0,6
Dépense publique (hors crédits d'impôt, en milliards d'euros)	738	776	761
Évolution de la dépense publique hors crédits d'impôt en volume (en %)*****	-0,1	3,2	1,7

Les chiffres en comptabilité nationale relatifs à la loi de finances de fin de gestion pour 2024 se réfèrent, pour 2023, au compte publié par l'INSEE en comptabilité nationale en base 2020 et, pour 2024, aux prévisions du Gouvernement dans la même base. Les prévisions relatives à la loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 en comptabilité nationale, antérieures au changement de base des comptes nationaux français, étaient relatives à la base antérieure des comptes nationaux, la base 2014.

** Loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.*

*** À champ constant.*

**** Au sens de la loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027.*

***** À champ constant, hors transferts entre administrations publiques.*

Texte du projet de loi considéré comme rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par le Sénat en première lecture

**PREMIÈRE PARTIE
CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

**PREMIÈRE PARTIE
CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

**TITRE I^{ER}
DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

**TITRE I^{ER}
DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

Article 1^{er}

Article 1^{er}

L'article 156 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 est ainsi modifié :

L'article 156 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 est ainsi modifié : ①

~~I. — Le tableau constituant le deuxième alinéa est ainsi modifié :~~

1° La dernière colonne du tableau du second alinéa du I est ainsi modifiée : ②

1^o À la troisième ligne, le nombre : « 2 044 150 000 » est remplacé par le nombre : « 1 650 811 986 » ;

a) À la troisième ligne, le nombre : « 2 044 150 000 » est remplacé par le nombre : « 1 650 811 986 » ; ③

2^o À l'avant-dernière ligne, le nombre : « 136 500 000 » est remplacé par le nombre : « 145 600 000 » ;

b) À l'avant-dernière ligne, le nombre : « 136 500 000 » est remplacé par le nombre : « 145 600 000 » ; ④

~~II. — Le tableau constituant le quatrième alinéa est ainsi modifié :~~

2° La dernière colonne du tableau du second alinéa du II est ainsi modifiée : ⑤

1^o À la deuxième ligne, le nombre : « 2 044 150 000 » est remplacé par le nombre : « 1 650 811 986 » ;

a) À la deuxième ligne, le nombre : « 2 044 150 000 » est remplacé par le nombre : « 1 650 811 986 » ; ⑥

2^o À la dernière ligne, le nombre : « 136 500 000 » est remplacé par le nombre : « 145 600 000 » ;

b) À la dernière ligne, le nombre : « 136 500 000 » est remplacé par le nombre : « 145 600 000 » ; ⑦

Article 2

Article 2

~~Au 2^o du 1 du VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le montant : « 4 026 728 396 » est remplacé par le montant : « 3 976 056 557 ».~~

À la fin de la deuxième phrase du 2^o du 1 du VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le montant : « 4 026 728 396 euros » est remplacé par le montant : « 3 976 056 557 euros ».

**TITRE II
DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

**TITRE II
DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

Article 3

Article 3

I. — Pour 2024, l'ajustement des ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et la variation des charges du budget de l'État sont fixés aux montants suivants :

I. — Pour 2024, l'ajustement des ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et la variation des charges du budget de l'État sont fixés aux montants suivants : ①

(en millions d'euros)*

(En millions d'euros)* ②

Texte du projet de loi considéré comme rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture

	RESSOURCES			CHARGES			SO LD E
	dont fonctionnement dont investissement			dont fonctionnement dont investissement			
Bud get gén éral							
Rec ette s fisc ales **/ dép ense s**	-	-		-	-		
*....	243	243		188	187		
Rec ette s non fisc ales	47	47	0	9	0	-19	
Rec ette s total es/ dép ense s	+10	-	+17				
total es...	09	763	72				
Rec ette s total es/ dép ense s	-	-		-	-		
total es...	233	251	+17	188	187		
	38	10	72	9	0	-19	

Texte adopté par le Sénat en première lecture

	Ressources (1), dont fonctionnement (2) et investissement (3)			Charges (1), dont fonctionnement (2) et investissement (3)			Sol de
	1	2	3	1	2	3	
	Bud get gén éral						
Rec ette s fisc ales **/ dép ense s**	=	=		=	=		
*....	243	243		212	210		
Rec ette s non fisc ales	26	26	0	8	9	-19	
Rec ette s total es/ dép ense s	+10	=	+1		0	0	
total es...	09	763	772				
Rec ette s total es/ dép ense s	=	=		=	=		
total es...	233	250	+1	212	210		
	17	89	772	8	9	-19	

Texte du projet de loi considéré comme rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par le Sénat en première lecture

À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.....	+67 0	+67 0					
Montants nets pour le budget général	- 240 08	- 257 80	+17 72	- 188 9	- 187 0	-19	- 221 19
Évaluation des fonds de concours et des attributions de produit.....	0	0	0	0	0	0	0

À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.....	+67 0	+67 0					
Montants nets pour le budget général	= 239 87	= 257 59	+17 72	= 212 8	= 210 9	-19	= 218 59
Évaluation des fonds de concours et des attributions de produit.....	0	0	0	0	0	0	0

Texte du projet de loi considéré comme rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Montants nets pour le budget général	-	-	-	-	-	-	Montants nets pour le budget général	=	=	=	=	=	=	=
Y compris fonds de concours...	<u>24 008</u>	<u>25 780</u>	<u>+1 772</u>	<u>1 889</u>	<u>1 870</u>	<u>-19</u>	Y compris fonds de concours...	<u>23 987</u>	<u>25 759</u>	<u>+1 772</u>	<u>2 128</u>	<u>2 109</u>	<u>-19</u>	
Budgets annexes							Budgets annexes							
Contrôle et exploitation aériens.	+40	+40		-36	-30	-6	Contrôle et exploitation aériens.	+40	+40	0	-36	-30	-6	+76
Publications officielles et information administrative...	+9	+9		-1	-1	0	Publications officielles et information administrative...	+9	+9	0	-1	-1	0	+10
Totaux pour les budgets annexes	+49	+49		-38	-31	-6	Totaux pour les budgets annexes	+49	+49	0	-38	-31	-6	+86

Texte du projet de loi considéré comme rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Évaluation des fonds de concours et des attributions de produits :					
- Contrôle et exploitation aériens.	0	0	0	0	
- Publications officielles et information administrative...	0	0	0	0	
Tot aux pour les budgets annexes y compris fonds de concours...	+49	+49	-38	-31	-6

Évaluation des fonds de concours et des attributions de produits :						
- Contrôle et exploitation aériens.	0	0	0	0	0	
- Publications officielles et information administrative...	0	0	0	0	0	
Tot aux pour les budgets annexes y compris fonds de concours...	+49	+49	0	-38	-31	-6

Texte du projet de loi considéré comme rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture

* Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

** Recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

*** Dépenses budgétaires brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

II. – Pour 2024 :

1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards d'euros)

Besoin de financement	
Amortissement de la dette à moyen et long termes	155,1
<i>Dont remboursement du nominal à valeur faciale.....</i>	<i>151,1</i>
<i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)....</i>	<i>4,0</i>
Amortissement de la dette reprise de SNCF Réseau.....	2,7
Amortissement des autres dettes reprises	0,0
Déficit à financer.....	<u>163,2</u>
Autres besoins de trésorerie ..	-3,7
Total	<u>317,3</u>
Ressources de financement	
Émission de dette à moyen et long termes nettes des rachats	285,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement.....	6,5
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	<u>35,9</u>
Variation des dépôts des correspondants	-3,0
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État.....	0,0
Autres ressources de trésorerie.....	-7,1
Total	<u>317,3</u>

Texte adopté par le Sénat en première lecture

* Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et des sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

** Recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

*** Dépenses budgétaires brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

Amdt n° 28

II. – Pour 2024 :

1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards d'euros)

Besoin de financement	
Amortissement de la dette à moyen et long termes	155,1
<i>Dont remboursement du nominal à valeur faciale</i>	<i>151,1</i>
<i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)....</i>	<i>4,0</i>
Amortissement de la dette reprise de SNCF Réseau	2,7
Amortissement des autres dettes reprises	0,0
Déficit à financer.....	<u>161,2</u>
Autres besoins de trésorerie .	-3,7
Total	<u>315,3</u>
Ressources de financement	
Émission de dette à moyen et long termes nettes des rachats	285,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement.....	6,5
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	<u>33,9</u>
Variation des dépôts des correspondants	-3,0
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État.....	0,0
Autres ressources de trésorerie	-7,1
Total	<u>315,3</u>

③

④

⑤

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

2° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année et en valeur nominale, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an demeure inchangé.

**SECONDE PARTIE
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**TITRE I^{ER}
AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2024
– CRÉDITS DES MISSIONS**

Article 4

I. – Il est ouvert aux ministres, pour 2024, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de ~~40 629 547 239~~ € et de ~~44 495 232 471~~ €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

II. – Il est annulé pour 2024, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de ~~6 975 663 290~~ € et de ~~6 457 707 514~~ €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Article 5

Il est annulé pour 2024, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 25 369 750 € et de 37 701 937 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état C annexé à la présente loi.

Article 6

I. – Il est ouvert aux ministres, pour 2024, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 134 337 891 € et de 134 337 891 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Amdt n° 28

2° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année et en valeur nominale, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an demeure inchangé. ⑥

**SECONDE PARTIE
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**TITRE I^{ER}
AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2024
– CRÉDITS DES MISSIONS**

Article 4

I. – Il est ouvert aux ministres, pour 2024, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 10 627 786 159 € et de 11 493 471 391 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi. ①

Amdts n° 27, n° 26, n° 1, n° 25, n° COORD-1

II. – Il est annulé pour 2024, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 7 212 908 837 € et de 6 694 953 061 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi. ②

Amdts n° 27, n° 26, n° 1, n° 25, n° COORD-1

Article 5

Il est annulé pour 2024, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 25 369 750 € et de 37 701 937 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état C annexé à la présente loi.

Article 6

I. – Il est ouvert aux ministres, pour 2024, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 134 337 891 € et de 134 337 891 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi. ①

Texte du projet de loi considéré comme rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture

II. – Il est annulé pour 2024, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 70 521 745 € et de 40 671 167 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

III. – Il est ouvert aux ministres, pour 2024, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 231 739 000 € et de 231 739 000 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

IV. – Il est annulé pour 2024, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 2 002 708 029 € et de 2 016 108 029 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS

ÉTAT A

(ARTICLE 3 DE LA LOI)

VOIES ET MOYENS POUR 2024 RÉVISÉS

I. – BUDGET GÉNÉRAL

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
	1. Recettes fiscales	
	11. Impôt net sur le revenu	-5 296 509 310
1101 net	Impôt net sur le revenu.....	-5 296 509 310
	12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	+215 900 511
1201	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles.....	+215 900 511
	13. Impôt net sur les sociétés	-14 346 898 081
1301 net	Impôt net sur les sociétés.....	-14 346 898 081
	13 bis. Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	-150 600 000

Texte adopté par le Sénat en première lecture

II. – Il est annulé pour 2024, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 70 521 745 € et de 40 671 167 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

III. – Il est ouvert aux ministres, pour 2024, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 231 739 000 € et de 231 739 000 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

IV. – Il est annulé pour 2024, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 2 002 708 029 € et de 2 016 108 029 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS

ÉTAT A

(ARTICLE 3 DE LA LOI)

VOIES ET MOYENS POUR 2024 RÉVISÉS

I. – BUDGET GÉNÉRAL

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
	1. Recettes fiscales	
	11. Impôt net sur le revenu	-5 296 509 310
<u>1101</u>	Impôt net sur le revenu.....	-5 296 509 310
	12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	+215 900 511
1201	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles.....	+215 900 511
	13. Impôt net sur les sociétés	-14 346 898 081
<u>1301</u>	Impôt net sur les sociétés.....	-14 346 898 081
	13 bis. Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	-150 600 000

②

③

④

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

1302	Contribution sociale sur les bénéfiques des sociétés	-150 600 000
	13 ter. Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	+245 000 000
1303	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés.....	+245 000 000
	14. Autres impôts directs et taxes assimilées	+344 295 677
1401	Retenues à la source sur certains bénéfiques non commerciaux et de l'impôt sur le revenu.....	+320 000 000
1402	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes.....	+100 000 000
1405	Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfiques	+1 135 409
1406	Impôt sur la fortune immobilière	+213 357 061
1407	Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	+1 666 583
1408	Prélèvements sur les entreprises d'assurance	-7 362 889
1410	Cotisation minimale de taxe professionnelle..	-177 172

Texte adopté par le Sénat en première lecture

1302	Contribution sociale sur les bénéfiques des sociétés	-150 600 000
	13 ter. Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	<u>+119 000 000</u>
1303	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés.....	+119 000 000
	14. Autres impôts directs et taxes assimilées	<u>+491 295 677</u>
1401	Retenues à la source sur certains bénéfiques non commerciaux et de l'impôt sur le revenu.....	+320 000 000
1402	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes.....	+100 000 000
1405	Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfiques.....	+1 135 409
1406	Impôt sur la fortune immobilière	+213 357 061
1407	Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	+1 666 583
1408	Prélèvements sur les entreprises d'assurance.....	-7 362 889
1410	Cotisation minimale de taxe professionnelle .	-177 172

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

1411	Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	-7 576 837
1412	Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	+2 249 467
1413	Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité.....	-7 308 091
1416	Taxe sur les surfaces commerciales....	+1 942 530
1421	Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle..	+204 927
1427	Prélèvements de solidarité	-425 090 272
1430	Taxe sur les services numériques	-44 000 000
1431	Taxe d'habitation sur les résidences principales	-180 000 000
1497	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ..	+130 663 216
1498	Cotisation foncière des entreprises.....	+1 292 405
1499	Recettes diverses.....	+243 299 340
	15. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette	+534 761 715
1501 net	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette	+534 761 715
	16. Taxe sur la valeur ajoutée nette	-3 770 282 779

Texte adopté par le Sénat en première lecture

1411	Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	-7 576 837
1412	Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	+2 249 467
1413	Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	-7 308 091
1416	Taxe sur les surfaces commerciales....	+1 942 530
1421	Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle .	+204 927
1427	Prélèvements de solidarité.....	-425 090 272
1430	Taxe sur les services numériques	-44 000 000
1431	Taxe d'habitation sur les résidences principales	<u>-33 000 000</u>
1497	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ..	+130 663 216
1498	Cotisation foncière des entreprises	+1 292 405
1499	Recettes diverses.....	+243 299 340
	15. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette	+534 761 715
<u>1501</u>	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette	+534 761 715
	16. Taxe sur la valeur ajoutée nette	-3 770 282 779

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

1601 net	Taxe sur la valeur ajoutée nette	-3 770 282 779
	17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	+136 366 922
1701	Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	-133 368 501
1702	Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	+19 568 933
1703	Mutations à titre onéreux de meubles corporels	+767 182
1704	Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers.....	-23 330 006
1705	Mutations à titre gratuit entre vifs (donations).....	+447 870 877
1706	Mutations à titre gratuit par décès	+205 000 000
1707	Contribution de sécurité immobilière	-332 911 584
1711	Autres conventions et actes civils	-61 432 032
1713	Taxe de publicité foncière.....	-20 061 317
1714	Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	+9 090 384
1716	Recettes diverses et pénalités.....	+10 075 910
1721	Timbre unique ..	+7 129 482
1726	Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	+159 473 596

Texte adopté par le Sénat en première lecture

<u>1601</u>	Taxe sur la valeur ajoutée nette	-3 770 282 779
	17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	+136 366 922
1701	Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	-133 368 501
1702	Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	+19 568 933
1703	Mutations à titre onéreux de meubles corporels.....	+767 182
1704	Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	-23 330 006
1705	Mutations à titre gratuit entre vifs (donations).....	+447 870 877
1706	Mutations à titre gratuit par décès	+205 000 000
1707	Contribution de sécurité immobilière	-332 911 584
1711	Autres conventions et actes civils	-61 432 032
1713	Taxe de publicité foncière.....	-20 061 317
1714	<u>Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurance et assimilés à raison des contrats d'assurance en cas de décès</u>	<u>+9 090 384</u>
1716	Recettes diverses et pénalités.....	+10 075 910
1721	Timbre unique ..	+7 129 482
1726	Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	+159 473 596

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Texte adopté par le Sénat en première lecture

1752	Contribution sur la rente infra- marginale de la production d'électricité.....	+33 733 333	1752	<u>Contribution sur la rente inframarginale de la production de la production d'électricité.....</u>	+33 733 333
1753	Autres taxes intérieures	+2 255 728 527	1753	Autres taxes intérieures	+2 255 728 527
1754	Autres droits et recettes accessoires	-488 081	1754	Autres droits et recettes accessoires	-488 081
1755	Amendes et confiscations.....	-5 988 462	1755	Amendes et confiscations.....	-5 988 462
1756	Taxe générale sur les activités polluantes	-75 000 000	1756	Taxe générale sur les activités polluantes	-75 000 000
1768	Taxe spéciale sur certains véhicules routiers.....	-941 019	1768	Taxe spéciale sur certains véhicules routiers.....	-941 019
1769	Autres droits et recettes à différents titres..	-18 999 556	1769	Autres droits et recettes à différents titres..	-18 999 556
1776	Redevances sanitaires d'abattage et de découpage.....	-5 718 532	1776	Redevances sanitaires d'abattage et de découpage.....	-5 718 532
1777	Taxe sur certaines dépenses de publicité.....	+912 746	1777	Taxe sur certaines dépenses de publicité.....	+912 746
1781	Taxe sur les installations nucléaires de base.....	-380 663	1781	Taxe sur les installations nucléaires de base.....	-380 663
1782	Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	-3 275 590	1782	Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	-3 275 590
1785	Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs)....	-91 655 569	1785	Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs)....	-91 655 569
1786	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos.....	-103 312 823	1786	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos.....	-103 312 823
1787	Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	-18 763 415	1787	Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	-18 763 415
1788	Prélèvement sur les paris sportifs	+86 982 500	1788	Prélèvement sur les paris sportifs	+86 982 500
1789	Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne...	-2 339 398	1789	Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne...	-2 339 398
1797	Taxe sur les transactions financières	+41 000 000	1797	Taxe sur les transactions financières	+41 000 000
1799	Autres taxes	-2 243 000 000	1799	Autres taxes.....	-2 243 000 000

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

	18. Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	-2 258 909 179
	Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État, autres que ceux s'appliquant à l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques et la taxe sur la valeur ajoutée ...	-2 258 909 179
	2. Recettes non fiscales	
	21. Dividendes et recettes assimilées	+1 757 754 373
	Produits des participations de l'État dans des entreprises financières	-125 624 810
2110	Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	+903 273 323
2116	Autres dividendes et recettes assimilées	+980 105 860
2199	22. Produits du domaine de l'État	-186 598 958
	Revenus du domaine public non militaire	-173 951 074
2201	Autres revenus du domaine public	+2 395 107
2202	Revenus du domaine privé...	+78 457 764
2203	Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	-92 881 390
2204	Autres revenus du Domaine	-619 365
2299		

Texte adopté par le Sénat en première lecture

	18. Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	-2 258 909 179
	Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État, autres que ceux s'appliquant à l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques et la taxe sur la valeur ajoutée ...	-2 258 909 179
	2. Recettes non fiscales	
	21. Dividendes et recettes assimilées	+1 757 754 373
	Produits des participations de l'État dans des entreprises financières	-125 624 810
2110	Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	+903 273 323
2116	Autres dividendes et recettes assimilées	+980 105 860
2199	22. Produits du domaine de l'État	-186 598 958
	Revenus du domaine public non militaire	-173 951 074
2201	Autres revenus du domaine public	+2 395 107
2202	Revenus du domaine privé...	+78 457 764
2203	Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	-92 881 390
2204	Autres revenus du Domaine	-619 365
2299		

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

	23. Produits de la vente de biens et services	-998 355 454
	Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget.....	-145 972 760
2301	Autres frais d'assiette et de recouvrement....	-39 914 103
2303	Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne.....	-15 608 666
2304	Produits de la vente de divers biens	-50 872
2305	Produits de la vente de divers services	-1 287 509
2306	Autres recettes diverses.....	-795 521 544
2399	24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	+14 294 926
	Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers ..	-42 415 681
2401	Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social.....	-2 089 620
2402	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics.	-18 302 878
2403	Intérêts des autres prêts et avances	+6 886 010
2409		

Texte adopté par le Sénat en première lecture

	23. Produits de la vente de biens et services	-998 355 454
	Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget.....	-145 972 760
2301	Autres frais d'assiette et de recouvrement....	-39 914 103
2303	Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor public au titre de la collecte de l'épargne.....	-15 608 666
2304	Produits de la vente de divers biens	-50 872
2305	Produits de la vente de divers services.....	-1 287 509
2306	Autres recettes diverses.....	-795 521 544
2399	24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	+14 294 926
	Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers ..	-42 415 681
2401	Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	-2 089 620
2402	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	-18 302 878
2403	Intérêts des autres prêts et avances	+6 886 010
2409		

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

2411	Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile.	+217 095
2499	Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées.....	+70 000 000
	25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	-162 186 589
2501	Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers.....	+143 643 998
2502	Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence...	+27 988 735
2503	Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes ...	-168 610 776
2504	Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'État.....	+4 677 426
2505	Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires.....	-162 891 062
2510	Frais de poursuite	-5 964 241
2511	Frais de justice et d'instance.....	-1 981 452
2512	Intérêts moratoires.....	+2 397
2513	Pénalités	+948 386
	26. Divers	+583 645 335
2601	Reversements de Natixis.....	+198 000 000
2602	Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur.....	-114 800 000

Texte adopté par le Sénat en première lecture

2411	Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile.	+217 095
2499	Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées.....	+70 000 000
	25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	-162 186 589
2501	Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers.....	+143 643 998
2502	Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence ..	+27 988 735
2503	Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes...	-168 610 776
2504	Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'État.....	+4 677 426
2505	Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires.....	-162 891 062
2510	Frais de poursuite.....	-5 964 241
2511	Frais de justice et d'instance.....	-1 981 452
2512	Intérêts moratoires.....	+2 397
2513	Pénalités	+948 386
	26. Divers	+583 645 335
2601	Reversements de Natixis	+198 000 000
2602	Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur.....	-114 800 000

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

2603	Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations ... Divers produits de la rémunération de la garantie de l'État	+8 000 000
2604	Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	-70 820 000
2611	Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	-13 326 100
2612	Commissions et frais de trésorerie perçus par l'État dans le cadre de son activité régaliennne	+8 331 599
2615	Frais d'inscription.....	+50 093
2616	Recouvrement des indemnités versées par l'État au titre des expulsions locatives.....	+806 972
2617	Remboursement des frais de scolarité et accessoires	-1 647 466
2618	Récupération d'indus.....	+822 578
2620	Recouvrements après admission en non-valeur ...	+231 910 000
2621	Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	+925 202
2623	Intérêts divers (hors immobilisations financières)	+34 930 368
2624	Recettes diverses en provenance de l'étranger	+9 120 238
2625		-6 761 518

Texte adopté par le Sénat en première lecture

2603	Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations.... Divers produits de la rémunération de la garantie de l'État.....	+8 000 000
2604	Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires.....	-70 820 000
2611	Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	-13 326 100
2612	Commissions et frais de trésorerie perçus par l'État dans le cadre de son activité régaliennne	+8 331 599
2615	Frais d'inscription	+50 093
2616	Recouvrement des indemnités versées par l'État au titre des expulsions locatives.....	+806 972
2617	Remboursement des frais de scolarité et accessoires	-1 647 466
2618	Récupération d'indus.....	+822 578
2620	Recouvrements après admission en non-valeur....	+231 910 000
2621	Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	+925 202
2623	Intérêts divers (hors immobilisations financières).....	+34 930 368
2624	Recettes diverses en provenance de l'étranger	+9 120 238
2625		-6 761 518

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

	Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992).....	+201 469
2626	Recettes accidentelles	+53 606 339
2697	Produits divers..	-27 507 145
2698	Autres produits divers	+271 802 706
2699	3. Prélèvements sur les recettes de l'État	
	32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	+669 885 531
	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne.....	
3201		+669 885 531

Texte adopté par le Sénat en première lecture

	Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	+201 469
2626	Recettes accidentelles	+53 606 339
2697	Produits divers..	-27 507 145
2698	Autres produits divers	+271 802 706
2699	3. Prélèvements sur les recettes de l'État	
	32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	+669 885 531
	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne	
3201		+669 885 531

Amdt n° 28

**RECAPITULATION DES RÉVISIONS DE
RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL**

(en euros)

Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
1. Recettes fiscales	-24 346 874 524
11. Impôt net sur le revenu.....	-5 296 509 310
12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles.....	+215 900 511
13. Impôt net sur les sociétés	-14 346 898 081
13bis. Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés.....	-150 600 000
13ter. Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés.....	+245 000 000
14. Autres impôts directs et taxes assimilées	+344 295 677

**RÉCAPITULATION DES RÉVISIONS DE
RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL**

(En euros)

Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
1. Recettes fiscales	<u>-24 325 874 524</u>
11. Impôt net sur le revenu.....	-5 296 509 310
12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles.....	+215 900 511
13. Impôt net sur les sociétés	-14 346 898 081
<u>13 bis. Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés.....</u>	<u>-150 600 000</u>
<u>13 ter. Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés.....</u>	<u>+119 000 000</u>
14. Autres impôts directs et taxes assimilées	+491 295 677

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

15. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette.....	+534 761 715
16. Taxe sur la valeur ajoutée nette	-3 770 282 779
17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	+136 366 922
18. Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État.....	-2 258 909 179
2. Recettes non fiscales	+1 008 553 633
21. Dividendes et recettes assimilées	+1 757 754 373
22. Produits du domaine de l'État.....	-186 598 958
23. Produits de la vente de biens et services.....	-998 355 454
24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	+14 294 926
25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	-162 186 589
26. Divers.....	+583 645 335
3. Prélèvements sur les recettes de l'État	+669 885 531
32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	+669 885 531
Total des révisions de recettes, nettes des prélèvements (1 + 2 - 3)	-24 008 206 422

Texte adopté par le Sénat en première lecture

15. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette.....	+534 761 715
16. Taxe sur la valeur ajoutée nette	-3 770 282 779
17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	+136 366 922
18. Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État.....	-2 258 909 179
2. Recettes non fiscales	+1 008 553 633
21. Dividendes et recettes assimilées	+1 757 754 373
22. Produits du domaine de l'État.....	-186 598 958
23. Produits de la vente de biens et services.....	-998 355 454
24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	+14 294 926
25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	-162 186 589
26. Divers.....	+583 645 335
3. Prélèvements sur les recettes de l'État	+669 885 531
32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	+669 885 531
Total des révisions de recettes, nettes des prélèvements (1 + 2 - 3)	-23 987 206 422

Amdt n° 28

II. – BUDGETS ANNEXES

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
	Contrôle et exploitation aériens	+39 582 617
	Redevance océanique et redevances pour services terminaux de la circulation aérienne en outre-mer	+2 200 000
7060	Redevances de route.....	+20 118 000

II. – BUDGETS ANNEXES

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
	Contrôle et exploitation aériens	+39 582 617
	Redevance océanique et redevances pour services terminaux de la circulation aérienne en outre-mer	+2 200 000
7060	Redevances de route.....	+20 118 000

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

7063	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour la métropole.....	-3 726 000
7067	Redevances de surveillance et de certification..	+27 383
7069	Contribution Bâle-Mulhouse .	+3 023 190
7081	Recettes diverses.....	+5 711 061
7501	Tarif de l'aviation civile (part de la taxe sur le transport aérien de marchandises et de la taxe sur le transport aérien de passagers)....	+12 228 983
7503	Tarif de solidarité de la taxe sur le transport aérien de passagers.....	+2 000 000
9200	Produit de cession d'actif...	-2 000 000
	Publications officielles et information administrative	+9 000 000
	Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales....	+9 000 000
A704		
	Total.....	+48 582 617

III. – COMPTES D'AFFECTION SPÉCIALE

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
	Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	+285 825 302
	Section : Circulation et stationnement routiers	+285 825 302

Texte adopté par le Sénat en première lecture

7063	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour la métropole.....	-3 726 000
7067	Redevances de surveillance et de certification..	+27 383
7069	Contribution Bâle-Mulhouse .	+3 023 190
7081	Recettes diverses.....	+5 711 061
7501	Tarif de l'aviation civile (part de la taxe sur le transport aérien de marchandises et de la taxe sur le transport aérien de passagers)	+12 228 983
7503	Tarif de solidarité de la taxe sur le transport aérien de passagers.....	+2 000 000
9200	Produit de cession d'actif...	-2 000 000
	Publications officielles et information administrative	+9 000 000
	Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales....	+9 000 000
A704		
	Total	+48 582 617

III. – COMPTES D'AFFECTION SPÉCIALE

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
	Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	+285 825 302
	Section : Circulation et stationnement routiers	+285 825 302

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

	Amendes forfaitaires de la police de la circulation et amendes forfaitaires majorées issues des infractions constatées par la voie du système de contrôle- sanction automatisé et des infractions aux règles de la police de la circulation.....	+285 825 302
04	Développement agricole et rural	+12 600 000
	Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations agricoles	+12 600 000
01	Gestion du patrimoine immobilier de l'État	-50 200 000
	Produits des cessions immobilières.....	-50 200 000
01	Participations financières de l'État	-1 935 567 613
	Produit des cessions, par l'État, de titres, parts ou droits de sociétés détenus directement	+2 978 987
01	Remboursement s de créances liées à d'autres investissements, de l'État, de nature patrimoniale.....	+71 453 000
05	Versement du budget général ..	-2 009 999 600
06	Pensions	-702 953 801
	Section : Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	-754 025 101

Texte adopté par le Sénat en première lecture

	Amendes forfaitaires de la police de la circulation et amendes forfaitaires majorées issues des infractions constatées par la voie du système de contrôle- sanction automatisé et des infractions aux règles de la police de la circulation.....	+285 825 302
04	Développement agricole et rural	+12 600 000
	Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations agricoles	+12 600 000
01	Gestion du patrimoine immobilier de l'État	-50 200 000
	Produits des cessions immobilières.....	-50 200 000
01	Participations financières de l'État	-1 935 567 613
	Produit des cessions, par l'État, de titres, parts ou droits de sociétés détenus directement.....	+2 978 987
01	Remboursement s de créances liées à d'autres investissements, de l'État, de nature patrimoniale.....	+71 453 000
05	Versement du budget général ..	-2 009 999 600
06	Pensions	-702 953 801
	Section : Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	-754 025 101

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

01	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	-48 866 718
02	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-208 911
03	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-5 865 504
04	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	+1 335 811
05	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	-264 754

Texte adopté par le Sénat en première lecture

01	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	-48 866 718
02	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-208 911
03	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-5 865 504
04	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	+1 335 811
05	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	-264 754

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

06	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom.....	-3 493 113
07	Personnels civils : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-1 091 328
10	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité.....	+389 731
12	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste	-6 253 934
14	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres et détachés des budgets annexes	-549 591
21	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension (hors allocation temporaire d'invalidité)	-300 725 504

Texte adopté par le Sénat en première lecture

06	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom.....	-3 493 113
07	Personnels civils : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-1 091 328
10	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité.....	+389 731
12	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste	-6 253 934
14	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres et détachés des budgets annexes	-549 591
21	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension (hors allocation temporaire d'invalidité).....	-300 725 504

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Texte adopté par le Sénat en première lecture

22	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocation temporaire d'invalidité)	-2 911 643	22	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocation temporaire d'invalidité)	-2 911 643
23	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	+77 338 993	23	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	+77 338 993
24	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-4 453 315	24	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-4 453 315
25	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	+8 642 712	25	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	+8 642 712

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

26	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom	-15 928 560
27	Personnels civils : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-7 007 567
32	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste	-17 042 390
33	Personnels civils : contributions des employeurs : allocation temporaire d'invalidité.....	-987 038
41	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	-30 963 047
42	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-23 917

Texte adopté par le Sénat en première lecture

26	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom	-15 928 560
27	Personnels civils : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-7 007 567
32	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste	-17 042 390
33	Personnels civils : contributions des employeurs : allocation temporaire d'invalidité	-987 038
41	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	-30 963 047
42	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-23 917

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

43	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-340 049
44	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-245 817
45	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	-103 218
47	Personnels militaires : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-1 030 310
51	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	-371 259 569

Texte adopté par le Sénat en première lecture

43	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-340 049
44	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-245 817
45	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	-103 218
47	Personnels militaires : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-1 030 310
51	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	-371 259 569

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

52	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-275 437
53	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-2 186 792
54	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-946 202
55	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	-326 319
57	Personnels militaires : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-14 171 988

Texte adopté par le Sénat en première lecture

52	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-275 437
53	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-2 186 792
54	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-946 202
55	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	-326 319
57	Personnels militaires : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-14 171 988

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Texte adopté par le Sénat en première lecture

61	<p>Recettes diverses (administration centrale) : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : transfert au titre de l'article 59 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 20 09 de finances pour 2010.....</p>	-11 000 000	61	<p><u>Recettes diverses (administration centrale) :</u> <u>Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) :</u> <u>transfert au titre de l'article 59 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 20 09 de finances pour 2010</u></p>	-11 000 000
65	<p>Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels civils</p>	+6 790 187	65	<p>Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels civils</p>	+6 790 187
	<p>Section : Ouvriers des établissements industriels de l'État</p>	+587 167		<p>Section : Ouvriers des établissements industriels de l'État</p>	+587 167
71	<p>Cotisations salariales et patronales.....</p>	-12 122 247	71	<p>Cotisations salariales et patronales</p>	-12 122 247
	<p>Contribution au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE) et au Fonds des rentes d'accident du travail des ouvriers civils des établissements militaires (RATOCEM)....</p>	-261 485		<p>Contribution au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE) et au Fonds des rentes d'accident du travail des ouvriers civils des établissements militaires (RATOCEM)....</p>	-261 485
72	<p>Compensations inter-régimes généralisée et spécifique.....</p>	+1 304 935	72	<p>Compensations inter-régimes généralisée et spécifique</p>	+1 304 935
73	<p>Recettes diverses.....</p>	+11 775 621	73	<p>Recettes diverses.....</p>	+11 775 621
74			74		

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

	Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives	-109 657
75	Section : Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	+50 484 133
81	Financement de la retraite du combattant : participation du budget général ..	+5 203 893
83	Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : participation du budget général ..	-69 063
85	Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : participation du budget général ..	+69 063
87	Financement des pensions militaires d'invalidité : participation du budget général ..	+27 937 004
89	Financement des pensions d'Alsace- Lorraine : participation du budget général ..	+558 046
91	Financement des allocations de reconnaissance des anciens supplétifs : participation du budget général ..	+16 785 190
	Total.....	-2 390 296 112

Texte adopté par le Sénat en première lecture

	Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives	-109 657
75	Section : Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	+50 484 133
81	Financement de la retraite du combattant : participation du budget général ..	+5 203 893
83	Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : participation du budget général ..	-69 063
85	Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : participation du budget général ..	+69 063
87	Financement des pensions militaires d'invalidité : participation du budget général ..	+27 937 004
89	Financement des pensions d'Alsace- Lorraine : participation du budget général ..	+558 046
91	Financement des allocations de reconnaissance des anciens supplétifs : participation du budget général ..	+16 785 190
	Total.....	-2 390 296 112

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

IV. – COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
01	Avances à l'audiovisuel public Recettes	-50 671 838 -50 671 838
	Avances aux collectivités territoriales	+1 815 810 408
	Section : Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	+1 815 810 408
05	Recettes diverses.....	+407 804 292
09	Taxe d'habitation et taxes annexes....	+1 086 449 048
10	Taxes foncières et taxes annexes	+65 882 975
11	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ..	+14 235 947
12	Cotisation foncière des entreprises et taxes annexes....	+241 438 146
	Prêts à des États étrangers	+848 106
	Section : Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	-4 165 670

Texte adopté par le Sénat en première lecture

IV. – COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
01	Avances à l'audiovisuel public Recettes	-50 671 838 -50 671 838
	Avances aux collectivités territoriales	+1 815 810 408
	Section : Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	+1 815 810 408
05	Recettes diverses.....	+407 804 292
09	Taxe d'habitation et taxes annexes....	+1 086 449 048
10	Taxes foncières et taxes annexes	+65 882 975
11	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ..	+14 235 947
12	Cotisation foncière des entreprises et taxes annexes....	+241 438 146
	Prêts à des États étrangers	+1 711 574 846
	Section : Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	-4 165 670

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

01	Remboursement des prêts accordés à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	-4 165 670
	Section : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	+5 013 776
02	Remboursement de prêts du Trésor	+5 013 776
	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	-16 008 732
	Section : Prêts et avances pour le logement des agents de l'État	+122
	Avances aux agents de l'État à l'étranger pour la prise en location d'un logement	+122
04	Section : Prêts pour le développement économique et social	-16 008 854
	Prêts pour le développement économique et social.....	-19 013 873
06	Prêts octroyés dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir	+3 005 019
12	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	-1 919 372 580

Texte adopté par le Sénat en première lecture

01	Remboursement des prêts accordés à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	-4 165 670
	Section : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	+5 013 776
02	Remboursement de prêts du Trésor	+5 013 776
	Section : Prêts aux États membres de la zone euro (ligne nouvelle)	+1 710 726 740
	Remboursement des prêts consentis aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro (ligne nouvelle)	+1 710 726 740
04	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	-16 008 732
	Section : Prêts et avances pour le logement des agents de l'État	+122
	Avances aux agents de l'État à l'étranger pour la prise en location d'un logement.....	+122
04	Section : Prêts pour le développement économique et social	-16 008 854

Texte du projet de loi considéré comme rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture

01	Remboursement des avances octroyées au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	-1 800 000 000
03	Remboursement des avances octroyées à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	-108 800 000
04	Remboursement des prêts et avances octroyés à des services de l'État	-10 182 708
06	Remboursement des prêts octroyés aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité...	-389 872
	Total.....	-169 394 636

Texte adopté par le Sénat en première lecture

06	Prêts pour le développement économique et social	-19 013 873
12	Prêts octroyés dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir	+3 005 019
	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	-1 919 372 580
01	Remboursement des avances octroyées au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	-1 800 000 000
03	Remboursement des avances octroyées à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	-108 800 000
04	Remboursement des prêts et avances octroyés à des services de l'État.....	-10 182 708
06	Remboursement des prêts octroyés aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité...	-389 872
	Total	+1 541 332 104

Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture

ÉTAT B

(ARTICLE 4 DE LA LOI)

*REPARTITION DES CRÉDITS POUR 2024
OUVERTS/ANNULÉS, PAR MISSION ET
PROGRAMME, AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL*

BUDGET GÉNÉRAL

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Action extérieure de l'État			58 759 594	58 737 595
Action de la France en Europe et dans le monde			32 862 957	32 862 957
Diplomatie culturelle et d'influence			21 222 858	21 222 859
Français à l'étranger et affaires consulaires			4 673 779	4 651 779
<i>dont titre 2</i>			3 250 737	3 250 737
Administration générale et territoriale de l'État	140 364 441	144 164 449	46 362 144	113 360 012
Administration territoriale de l'État	15 840 714	20 840 685		
<i>dont titre 2</i>	9 340 714	9 340 714		
Vie politique	124 523 727	123 323 764	210 864	210 864

Texte adopté par le Sénat en première lecture

ÉTAT B

(ARTICLE 4 DE LA LOI)

*RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2024
OUVERTS ET ANNULÉS, PAR MISSION ET
PROGRAMME, AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL*

BUDGET GÉNÉRAL

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Action extérieure de l'État			58 759 594	58 737 595
Action de la France en Europe et dans le monde			32 862 957	32 862 957
Diplomatie culturelle et d'influence			21 222 858	21 222 859
Français à l'étranger et affaires consulaires			4 673 779	4 651 779
<i>dont titre 2</i>			3 250 737	3 250 737
Administration générale et territoriale de l'État	140 364 441	144 164 449	46 362 144	113 360 012
Administration territoriale de l'État	15 840 714	20 840 685		
<i>dont titre 2</i>	9 340 714	9 340 714		
Vie politique	124 523 727	123 323 764	210 864	210 864

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

<i>dont titre 2</i>			210 864	210 864
Conduit e et pilotage des politiques de l'intérieur			46 151 280	113 149 148
<i>dont titre 2</i>			12 330 832	12 330 832
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	20 405 183	20 405 183	221 465 347	146 967 994
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt			138 081 117	1 869 031
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation			79 318 764	124 037 524
<i>dont titre 2</i>			19 495 830	19 495 830
Conduit e et pilotage des politiques de l'agriculture	4 977 359	4 977 359	4 065 466	21 061 439
<i>dont titre 2</i>	4 977 359	4 977 359		
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	15 427 824	15 427 824		
Aide publique au développement			319 850 952	275 057 768

Texte adopté par le Sénat en première lecture

<i>dont titre 2</i>			210 864	210 864
Conduit e et pilotage des politiques de l'intérieur			46 151 280	113 149 148
<i>dont titre 2</i>			12 330 832	12 330 832
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	20 405 183	20 405 183	221 465 347	146 967 994
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt			138 081 117	1 869 031
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation			79 318 764	124 037 524
<i>dont titre 2</i>			19 495 830	19 495 830
Conduit e et pilotage des politiques de l'agriculture	4 977 359	4 977 359	4 065 466	21 061 439
<i>dont titre 2</i>	4 977 359	4 977 359		
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	15 427 824	15 427 824		
Aide publique au développement			319 850 952	275 057 768

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Aide économique et financière au développement Solidarité à l'égard des pays en développement <i>dont titre 2</i>			252 050 952	207 257 768			252 050 952	207 257 768
			67 800 000	67 800 000			67 800 000	67 800 000
			800 000	800 000			800 000	800 000
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	51 776 891	48 693 091	2 504 610	2 534 368			2 504 610	2 534 368
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale <i>dont titre 2</i>	51 776 891	48 693 091	2 504 610	2 534 368			2 504 610	2 534 368
			9 135	9 135			9 135	9 135
Cohésion des territoires	250 000 000	250 000 000	600 768 144	684 933 171			600 768 144	684 933 171

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Héberge ment, parcours vers le logemen t et insertion des personn es vulnérab les Aide à l'accès au logemen t Urbanis me, territoire s et améliora tion de l'habitat Impulsio n et coordina tion de la politique d'aména gement du territoire <i>dont</i> <i>titre 2</i> Politiqu e de la ville <i>dont</i> <i>titre 2</i> Interven tions territoria les de l'État	250 000 000	250 000 000	224 191 058	224 191 058	302 078 062	381 314 440	20 033 6 74 2 333 67 4	18 033 6 74 2 333 67 4	51 397 9 30 1 397 93 0	51 397 9 30 1 397 93 0	3 067 42 0	9 996 06 9	20 033 6 74 2 333 67 4	18 033 6 74 2 333 67 4	51 397 9 30 1 397 93 0	51 397 9 30 1 397 93 0	3 067 42 0	9 996 06 9
Conseil et contrôle de l'État Conseil d'État et autres juridicti ons administ ratives <i>dont</i> <i>titre 2</i>	1 970 43 0	1 970 43 0	15 309 9 59	10 394 0 62			9 834 87 0 8 278 98 3	8 278 98 3 8 278 98 3					9 834 87 0 8 278 98 3	8 278 98 3 8 278 98 3				
Conseil et contrôle de l'État Conseil d'État et autres juridicti ons administ ratives <i>dont</i> <i>titre 2</i>	1 970 43 0	1 970 43 0	15 309 9 59	10 394 0 62			9 834 87 0 8 278 98 3	8 278 98 3 8 278 98 3					9 834 87 0 8 278 98 3	8 278 98 3 8 278 98 3				

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Conseil économique, social et environnemental <i>dont titre 2</i>	1 970 430	1 970 430			Conseil économique, social et environnemental <i>dont titre 2</i>	1 970 430	1 970 430		
Cour des comptes et autres juridictions financières <i>dont titre 2</i>	35 809	35 809			Cour des comptes et autres juridictions financières <i>dont titre 2</i>	35 809	35 809		
			5 475 089	2 115 079				5 475 089	2 115 079
			1 115 080	1 115 080				1 115 080	1 115 080
Crédits non répartis Dépenses accidentelles et imprévisibles			50 000 000	50 000 000	Crédits non répartis Dépenses accidentelles et imprévisibles			50 000 000	50 000 000
			50 000 000	50 000 000				50 000 000	50 000 000
Culture	2 492 000	1 600 000	29 505 435	32 752 027	Culture	2 492 000	1 600 000	29 505 435	32 752 027
Création Transmission des savoirs et démocratisation de la culture			2 090 562	1 954 584	Création Transmission des savoirs et démocratisation de la culture			2 090 562	1 954 584
Soutien aux politiques du ministère de la culture			27 414 873	30 797 443	Soutien aux politiques du ministère de la culture			27 414 873	30 797 443
<i>dont titre 2</i>	2 492 000	1 600 000			<i>dont titre 2</i>	2 492 000	1 600 000		
	1 600 000	1 600 000				1 600 000	1 600 000		
	0	0				0	0		
Défense	677 000 000	677 000 000	805 634 612	802 550 812	Défense	677 000 000	677 000 000	805 634 612	802 550 812
Environnement et prospective de la politique de défense			33 000 000	33 000 000	Environnement et prospective de la politique de défense			33 000 000	33 000 000

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Préparation et emploi des forces	677 000 000	677 000 000			Préparation et emploi des forces	677 000 000	677 000 000		
Soutien de la politique de la défense			240 683 800	237 600 000	Soutien de la politique de la défense			240 683 800	237 600 000
<i>dont titre 2</i>			200 000 000	200 000 000	<i>dont titre 2</i>			200 000 000	200 000 000
Équipement des forces			531 950 812	531 950 812	Équipement des forces			531 950 812	531 950 812
Direction de l'action du Gouvernement	4 171 778	6 171 778	18 787 543	12 880 321	Direction de l'action du Gouvernement	4 171 778	6 171 778	18 787 543	12 880 321
Coordination du travail gouvernemental	4 171 778	4 171 778	18 300 535	12 689 722	Coordination du travail gouvernemental	4 171 778	4 171 778	18 300 535	12 689 722
<i>dont titre 2</i>	4 171 778	4 171 778			<i>dont titre 2</i>	4 171 778	4 171 778		
Protection des droits et libertés		2 000 000	487 008	190 599	Protection des droits et libertés		2 000 000	487 008	190 599
<i>dont titre 2</i>			190 599	190 599	<i>dont titre 2</i>			190 599	190 599
Écologie, développement et mobilité durables	50 167 658	251 422 082	947 186 133	338 220 333	Écologie, développement et mobilité durables	50 167 658	251 422 082	947 186 133	338 220 333
Infrastructures et services de transports	48 878 275	250 132 699			Infrastructures et services de transports	48 878 275	250 132 699		
Affaires maritimes, pêche et aquaculture			9 769 622	3 111 715	Affaires maritimes, pêche et aquaculture			9 769 622	3 111 715
Paysages, eau et biodiversité			67 041 251	85 105 955	Paysages, eau et biodiversité			67 041 251	85 105 955

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Énergie, climat et après-mines				182 000 000	Énergie, climat et après-mines				182 000 000
Service public de l'énergie			470 372 597		Service public de l'énergie			470 372 597	
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	1 289 383	1 289 383	2 663	3 002 663	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	1 289 383	1 289 383	2 663	3 002 663
<i>dont titre 2</i>	1 289 383	1 289 383			<i>dont titre 2</i>	1 289 383	1 289 383		
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires			400 000 000	65 000 000	Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires			400 000 000	65 000 000
Économie	195 634 354	211 096 542	186 182 490	271 253 869	Économie	195 634 354	211 096 542	186 182 490	271 253 869
Développement des entreprises et régulations	195 634 354	211 096 542	7 096 515	7 096 515	Développement des entreprises et régulations	195 634 354	211 096 542	7 096 515	7 096 515
<i>dont titre 2</i>			7 096 515	7 096 515	<i>dont titre 2</i>			7 096 515	7 096 515
<u>Plan France Très haut débit</u>				84 621 039	<u>Plan "France Très haut débit"</u>				84 621 039
Statistiques et études économiques			10 139 747	13 803 665	Statistiques et études économiques			10 139 747	13 803 665
<i>dont titre 2</i>			5 412 266	5 412 266	<i>dont titre 2</i>			5 412 266	5 412 266
Stratégies économiques			7 946 228	4 732 650	Stratégies économiques			7 946 228	4 732 650

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Texte adopté par le Sénat en première lecture

<i>dont titre 2</i>			4 732 650	4 732 650	<i>dont titre 2</i>			4 732 650	4 732 650
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »			161 000 000	161 000 000	Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »			161 000 000	161 000 000
Engagements financiers de l'État	149 140 938	149 140 938	537 000 000	558 758 491	Engagements financiers de l'État	149 140 938	149 140 938	537 000 000	558 758 491
Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)			537 000 000	537 000 000	Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)			537 000 000	537 000 000
Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	140 140 938	140 140 938			Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	140 140 938	140 140 938		
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	9 000 000	9 000 000			Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	9 000 000	9 000 000		

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque				21 758 491
Enseignement scolaire	355 682 946	350 241 334	460 698 418	478 647 687
Enseignement scolaire public du premier degré			73 104 326	84 904 326
<i>dont titre 2</i>			46 783 626	46 783 626
Enseignement scolaire public du second degré			123 285 235	126 785 235
<i>dont titre 2</i>			112 785 235	112 785 235
Vie de l'élève	283 703 787	283 703 787	225 562 015	225 562 015
<i>dont titre 2</i>	283 703 787	283 703 787		
Enseignement privé du premier et du second degrés	38 442 210	33 000 598		2 600 000
<i>dont titre 2</i>	33 000 598	33 000 598		
Soutien de la politique de l'éducation nationale	33 536 949	33 536 949		
<i>dont titre 2</i>	33 536 949	33 536 949		
Enseignement technique agricole			38 746 842	38 796 111

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque				21 758 491
Enseignement scolaire	355 682 946	350 241 334	460 698 418	478 647 687
Enseignement scolaire public du premier degré			73 104 326	84 904 326
<i>dont titre 2</i>			46 783 626	46 783 626
Enseignement scolaire public du second degré			123 285 235	126 785 235
<i>dont titre 2</i>			112 785 235	112 785 235
Vie de l'élève	283 703 787	283 703 787	225 562 015	225 562 015
<i>dont titre 2</i>	283 703 787	283 703 787		
Enseignement privé du premier et du second degrés	38 442 210	33 000 598		2 600 000
<i>dont titre 2</i>	33 000 598	33 000 598		
Soutien de la politique de l'éducation nationale	33 536 949	33 536 949		
<i>dont titre 2</i>	33 536 949	33 536 949		
Enseignement technique agricole			38 746 842	38 796 111

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

<i>dont titre 2</i>			21 399 260	21 399 260
Gestion des finances publiques		610 760	143 966 091	95 708 168
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local			66 783 844	68 659 126
<i>dont titre 2</i>			46 595 056	46 595 056
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières			59 413 204	18 353 267
<i>dont titre 2</i>			10 883 888	10 883 888
Facilitation et sécurisation des échanges		610 760	17 769 043	8 695 775
<i>dont titre 2</i>			8 695 775	8 695 775
Immigration, asile et intégration	31 876 488	64 599 692	26 317 511	17 289 495
Immigration et asile	31 876 488	64 599 692		
Intégration et accès à la nationalité française			26 317 511	17 289 495
Investir pour la France de 2030				<u>1 214 579 771</u>

Texte adopté par le Sénat en première lecture

<i>dont titre 2</i>			21 399 260	21 399 260
Gestion des finances publiques		610 760	143 966 091	95 708 168
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local			66 783 844	68 659 126
<i>dont titre 2</i>			46 595 056	46 595 056
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières			59 413 204	18 353 267
<i>dont titre 2</i>			10 883 888	10 883 888
Facilitation et sécurisation des échanges		610 760	17 769 043	8 695 775
<i>dont titre 2</i>			8 695 775	8 695 775
Immigration, asile et intégration	31 876 488	64 599 692	26 317 511	17 289 495
Immigration et asile	31 876 488	64 599 692		
Intégration et accès à la nationalité française			26 317 511	17 289 495
Investir pour la France de 2030				<u>300 000 000</u>
				<u>1 514 579 771</u>

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**
Texte adopté par le Sénat en première lecture

Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche			14 025 000		Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche		14 025 000
Valorisation de la recherche			4 851 000		Valorisation de la recherche		4 851 000
Accélération de la modernisation des entreprises			784 300		Accélération de la modernisation des entreprises		<u>186 000</u> <u>000</u>
Financement des investissements stratégiques			922 204 551		Financement des investissements stratégiques		922 204 551
Financement structurel des écosystèmes d'innovation			272 714 920		Financement structurel des écosystèmes d'innovation		<u>114 000</u> <u>000</u>
			697 104 145				697 104 145
Justice					Justice		
Justice judiciaire			227 940 129		Justice judiciaire		227 940 129
<i>dont titre 2</i>			25 882 738		<i>dont titre 2</i>		25 882 738
Administration pénitentiaire			361 429 390		Administration pénitentiaire		361 429 390
<i>dont titre 2</i>			7 535 371		<i>dont titre 2</i>		7 535 371
Protection judiciaire de la jeunesse			34 899 373		Protection judiciaire de la jeunesse		34 899 373
<i>dont titre 2</i>			2 868 220		<i>dont titre 2</i>		2 868 220
Accès au droit et à la justice			7 305 043		Accès au droit et à la justice		7 305 043
			7 357 635				7 357 635

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Conduit e et pilotage de la politique de la justice <i>dont</i> <i>titre 2</i> Conseil supérieu r de la magistra ture <i>dont</i> <i>titre 2</i>			65 432 1 78 4 701 05 6	4 701 05 6 4 701 05 6
			98 032	98 032
			98 032	98 032
Médias, livre et industri es culturel les Presse et médias Livre et industrie s culturell es			33 008 6 86 16 623 9 53 16 384 7 33	20 235 2 91 16 002 8 41 4 232 45 0
Outre- mer Emploi outre- mer <i>dont</i> <i>titre 2</i> Conditio ns de vie outre- mer	55 616 1 72 55 616 1 72	33 231 6 93 26 231 6 93	90 678 4 18 1 229 11 6 1 229 11 6	1 229 11 6 1 229 11 6 1 229 11 6
		7 000 00 0	89 449 3 02	
Plan de relance Cohésio n				150 000 000 150 000 000
Pouvoir s publics Assembl ée national e	28 540 9 00 28 540 9 00	28 540 9 00 28 540 9 00		
Recher che et enseign ement supérie ur	100 241 287	102 450 447	315 089 698	317 573 466

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Conduit e et pilotage de la politique de la justice <i>dont</i> <i>titre 2</i> Conseil supérieu r de la magistra ture <i>dont</i> <i>titre 2</i>			65 432 1 78 4 701 05 6	4 701 05 6 4 701 05 6
			98 032	98 032
			98 032	98 032
Médias, livre et industri es culturel les Presse et médias Livre et industrie s culturell es			33 008 6 86 16 623 9 53 16 384 7 33	20 235 2 91 16 002 8 41 4 232 45 0
Outre- mer Emploi outre- mer <i>dont</i> <i>titre 2</i> Conditio ns de vie outre- mer	55 616 1 72 55 616 1 72	33 231 6 93 26 231 6 93	90 678 4 18 1 229 11 6 1 229 11 6	1 229 11 6 1 229 11 6 1 229 11 6
		7 000 00 0	89 449 3 02	
Plan de relance Cohésio n				150 000 000 150 000 000
Pouvoir s publics Assembl ée national e	<u>19 534 2 73</u> <u>19 534 2 73</u>	<u>19 534 2 73</u> <u>19 534 2 73</u>		
Recher che et enseign ement supérie ur	100 241 287	102 450 447	315 089 698	317 573 466

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Formations supérieures et recherche universitaire			51 470 192	51 470 191
<i>dont titre 2</i>			225 448	225 448
Vie étudiante	54 092 058	56 291 923		
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires			117 918 733	117 918 733
Recherche spatiale			100 000 000	100 000 000
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	46 149 229	46 158 524		
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle			27 248 276	29 718 002
Enseignement supérieur et recherche agricole			18 452 497	18 466 540
<i>dont titre 2</i>			5 345 881	5 345 881

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Formations supérieures et recherche universitaire			51 470 192	51 470 191
<i>dont titre 2</i>			225 448	225 448
Vie étudiante	54 092 058	56 291 923		
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires			117 918 733	117 918 733
Recherche spatiale			100 000 000	100 000 000
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	46 149 229	46 158 524		
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle			27 248 276	29 718 002
Enseignement supérieur et recherche agricole			18 452 497	18 466 540
<i>dont titre 2</i>			5 345 881	5 345 881

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Régimes sociaux et de retraite			162 996 842	162 996 842
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres			150 145 805	150 145 805
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins			12 851 037	12 851 037
Relations avec les collectivités territoriales			128 122 754	159 746 631
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements			104 999 779	76 707 208
Concours spécifiques et administration			23 122 975	83 039 423
Remboursements et dégrèvements	7 693 409 009	7 693 409 009		
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	6 926 584 017	6 926 584 017		

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Régimes sociaux et de retraite			162 996 842	162 996 842
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres			150 145 805	150 145 805
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins			12 851 037	12 851 037
Relations avec les collectivités territoriales			<u>58 122 754</u>	<u>89 746 631</u>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements			<u>34 999 779</u>	<u>6 707 208</u>
Concours spécifiques et administration			23 122 975	83 039 423
Remboursements et dégrèvements	7 693 409 009	7 693 409 009		
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	6 926 584 017	6 926 584 017		

Texte du projet de loi considéré comme rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	766 824 992	766 824 992		
Santé Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins dont titre 2	13 923 894	14 159 823	123 500	123 500
	13 923 894	14 159 823	123 500	123 500
			123 500	123 500
Sécurité Police nationale dont titre 2	556 293 707	847 518 057	374 381 141	23 080 412
	355 986 507	443 484 884	321 473 105	
	355 986 507	355 986 507		
Gendarmerie nationale dont titre 2	200 307 200	363 807 320		
	48 808 511	48 808 511		
Sécurité et éducation routières			10 780 000	15 280 000
Sécurité civile dont titre 2		40 225 853	42 128 036	7 800 412
			7 800 412	7 800 412
Solidarité, insertion et égalité des chances	247 786 677	245 583 149	19 034 439	42 255 555
Inclusion sociale et protection des personnes	60 434 477	58 230 949	1 696 779	1 696 779
			1 696 779	1 696 779
Handicap et dépendance	158 801 877	158 801 877		

Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	766 824 992	766 824 992		
Santé Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins dont titre 2	13 923 894	14 159 823	123 500	123 500
	13 923 894	14 159 823	123 500	123 500
			123 500	123 500
Sécurité Police nationale dont titre 2	556 293 707	847 518 057	374 381 141	23 080 412
	355 986 507	443 484 884	321 473 105	
	355 986 507	355 986 507		
Gendarmerie nationale dont titre 2	200 307 200	363 807 320		
	48 808 511	48 808 511		
Sécurité et éducation routières			10 780 000	15 280 000
Sécurité civile dont titre 2		40 225 853	42 128 036	7 800 412
			7 800 412	7 800 412
Solidarité, insertion et égalité des chances	247 786 677	245 583 149	19 034 439	42 255 555
Inclusion sociale et protection des personnes	60 434 477	58 230 949	1 696 779	1 696 779
			1 696 779	1 696 779
Handicap et dépendance	158 801 877	158 801 877		

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Égalité entre les femmes et les hommes Conduit e et soutien des politique s sanitaire s et sociales <i>dont</i> <i>titre 2</i>	28 550 3 23	28 550 3 23	17 337 6 60 8 758 77 6	40 558 7 76 8 758 77 6	Égalité entre les femmes et les hommes Conduit e et soutien des politique s sanitaire s et sociales <i>dont</i> <i>titre 2</i>	28 550 3 23	28 550 3 23	17 337 6 60 8 758 77 6	40 558 7 76 8 758 77 6
Sport, jeunesse et vie associat ive	3 052 48 6	3 052 48 6	28 389 4 40	28 389 4 40	Sport, jeunesse et vie associat ive	10 298 0 33	10 298 0 33	35 634 9 87	35 634 9 87
Sport <i>dont</i> <i>titre 2</i>	3 052 48 6	3 052 48 6			Sport <i>dont</i> <i>titre 2</i>	3 052 48 6	3 052 48 6	20 000 0 00	20 000 0 00
Jeunesse et vie associati ve <i>dont</i> <i>titre 2</i>	3 052 48 6	3 052 48 6	28 389 4 40	28 389 4 40	Jeunesse et vie associati ve <i>dont</i> <i>titre 2</i>	3 052 48 6	3 052 48 6	15 634 9 87	15 634 9 87
Transfo rmation et fonction publiqu es			100 019 635	41 774 1 56	Transfo rmation et fonction publiqu es			100 019 635	41 774 1 56
Perform ance et résilienc e des bâtimen ts de l'État et de ses opérateu rs			16 456 0 30	13 579 9 12	Perform ance et résilienc e des bâtimen ts de l'État et de ses opérateu rs			16 456 0 30	13 579 9 12
Transfor mation publique <i>dont</i> <i>titre 2</i>			66 557 2 56	7 898 14 8	Transfor mation publique <i>dont</i> <i>titre 2</i>			66 557 2 56	7 898 14 8
Innovati on et transfor mation numériq ues <i>dont</i> <i>titre 2</i>			540 000	540 000	Innovati on et transfor mation numériq ues <i>dont</i> <i>titre 2</i>			540 000	540 000
Fonction publique			8 726 53 3	11 747 1 67	Fonction publique			8 726 53 3	11 747 1 67
			15 000 7 810 00 0	15 000 8 079 11 3				15 000 7 810 00 0	15 000 8 079 11 3

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

<i>dont titre 2</i>			110 000	110 000
Conduit e et pilotage de la transfor mation et de la fonction publique s			469 816	469 816
<i>dont titre 2</i>			469 816	469 816
Travail et emploi	350 170 628	556 415 609	284 645 068	
Accès et retour à l'emploi		209 745 739	277 168 249	
Accomp agneme nt des mutation s économi ques et dévelop pement de l'emploi	350 170 628	334 899 392		
Amélior ation de la qualité de l'emploi et des relations du travail		7 444 60 4	3 241 94 0	
Concept ion, gestion et évaluati on des politique s de l'emploi et du travail		4 325 87 4	4 234 87 9	
<i>dont titre 2</i>		908 896	908 896	
Total	10 629 5 47 239	11 495 2 32 471	6 975 66 3 290	6 457 70 7 514

Texte adopté par le Sénat en première lecture

<i>dont titre 2</i>			110 000	110 000
Conduit e et pilotage de la transfor mation et de la fonction publique s			469 816	469 816
<i>dont titre 2</i>			469 816	469 816
Travail et emploi	350 170 628	556 415 609	284 645 068	
Accès et retour à l'emploi		209 745 739	277 168 249	
Accomp agneme nt des mutation s économi ques et dévelop pement de l'emploi	350 170 628	334 899 392		
Amélior ation de la qualité de l'emploi et des relations du travail		7 444 60 4	3 241 94 0	
Concept ion, gestion et évaluati on des politique s de l'emploi et du travail		4 325 87 4	4 234 87 9	
<i>dont titre 2</i>		908 896	908 896	
Total	<u>10 627 7 86 159</u>	<u>11 493 4 71 391</u>	<u>7 212 90 8 837</u>	<u>6 694 95 3 061</u>

Amdts n° 27, n° 26, n° 1, n° 25

Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture

ÉTAT C

(ARTICLE 5 DE LA LOI)

*REPARTITION DES CRÉDITS POUR 2024
OUVERTS/ANNULÉS, PAR MISSION ET
PROGRAMME, AU TITRE DES BUDGETS ANNEXES*

BUDGETS ANNEXES

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Contrôle et exploitation aériens Soutien aux prestations de l'aviation civile <i>dont charges de personnel</i> Navigation aérienne Transports aériens, surveillance et certification			23 800 000	36 250 000
			17 000 000	18 000 000
			16 000 000	16 000 000
			6 300 000	15 500 000
			500 000	2 750 000
Publications officielles et information administrative Pilotage et ressources humaines			1 569 750	1 451 937
			1 569 750	1 451 937

Texte adopté par le Sénat en première lecture

ÉTAT C

(ARTICLE 5 DE LA LOI)

*RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2024
OUVERTS ET ANNULÉS, PAR MISSION ET
PROGRAMME, AU TITRE DES BUDGETS ANNEXES*

BUDGETS ANNEXES

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Contrôle et exploitation aériens Soutien aux prestations de l'aviation civile <i>dont charges de personnel</i> Navigation aérienne Transports aériens, surveillance et certification			23 800 000	36 250 000
			17 000 000	18 000 000
			16 000 000	16 000 000
			6 300 000	15 500 000
			500 000	2 750 000
Publications officielles et information administrative Pilotage et ressources humaines			1 569 750	1 451 937
			1 569 750	1 451 937

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

<i>dont charges de personnel</i>			1 451 937	1 451 937
Total			25 369 750	37 701 937

ÉTAT D

(ARTICLE 6 DE LA LOI)

*REPARTITION DES CREDITS POUR 2024
OUVERTS/ANNULÉS, PAR MISSION ET
PROGRAMME, AU TITRE DES COMPTES SPÉCIAUX*

I. – COMPTES D’AFFECTATION SPÉCIALE

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	134 337 891	134 337 891		
Désendement de l'État	134 337 891	134 337 891		
Gestion du patrimoine immobilier de l'État			70 521 745	40 671 167
Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État			70 521 745	40 671 167
Total	134 337 891	134 337 891	70 521 745	40 671 167

II. – COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

(En euros)

Texte adopté par le Sénat en première lecture

<i>dont charges de personnel</i>			1 451 937	1 451 937
Total			25 369 750	37 701 937

ÉTAT D

(ARTICLE 6 DE LA LOI)

*RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2024
OUVERTS ET ANNULÉS, PAR MISSION ET
PROGRAMME, AU TITRE DES COMPTES SPÉCIAUX*

I. – COMPTES D’AFFECTATION SPÉCIALE

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	134 337 891	134 337 891		
Désendement de l'État	134 337 891	134 337 891		
Gestion du patrimoine immobilier de l'État			70 521 745	40 671 167
Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État			70 521 745	40 671 167
Total	134 337 891	134 337 891	70 521 745	40 671 167

II. – COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

(En euros)

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Avances à l'audiovisuel public	539 000	539 000	31 210 838	31 210 838
ARTE			150 000	150 000
France			1 060 846	1 060 846
Médias Monde				
Institut national de l'audiovisuel	162 000	162 000		
TV5				
Monde	377 000	377 000		
Programme de transformation			29 999 992	29 999 992
Avances aux collectivités territoriales	231 200 000	231 200 000		
Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie	231 200 000	231 200 000		
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés			1 300 000	1 300 000

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Avances à l'audiovisuel public	539 000	539 000	31 210 838	31 210 838
ARTE			150 000	150 000
France			1 060 846	1 060 846
Médias Monde				
Institut national de l'audiovisuel	162 000	162 000		
TV5				
Monde	377 000	377 000		
Programme de transformation			29 999 992	29 999 992
Avances aux collectivités territoriales	231 200 000	231 200 000		
Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie	231 200 000	231 200 000		
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés			1 300 000	1 300 000

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19 ou par le conflit en Ukraine			1 300 000	1 300 000	Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19 ou par le conflit en Ukraine			1 300 000	1 300 000
Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics			1 970 197 191	1 983 597 191	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics			1 970 197 191	1 983 597 191
Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune			1 800 000 000	1 800 000 000	Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune			1 800 000 000	1 800 000 000
Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics				13 400 000	Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics				13 400 000

**Texte du projet de loi considéré comme rejeté
par l'Assemblée nationale en première lecture**

Prêts et avances à des services de l'État			155 197 191	155 197 191
Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benflor ex			15 000 000	15 000 000
Total	231 739 000	231 739 000	2 002 708 029	2 016 108 029

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Prêts et avances à des services de l'État			155 197 191	155 197 191
Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benflor ex			15 000 000	15 000 000
Total	231 739 000	231 739 000	2 002 708 029	2 016 108 029